

# DÉVELOPPEMENT > SOCIAL

VOLUME 8 • NUMÉRO 1 • JUIN 2007



Quand le social  
**flirte avec**  
**l'économique**

Québec 

# Agriculteurs et citoyens : unissez-vous !

PAR MÉLANIE CHABOT, COMITÉ DE RÉDACTION  
ET FRÉDÉRIC PARÉ, ÉQUITERRE

Le 17 juin dernier se terminait à Montréal la très originale exposition *Behind the Mall* (Fête mobile) de la photographe Diana Shearwood. Les 86 clichés qui documentaient le phénomène grandissant de la publicité de nourriture sur véhicules ont fait de l'industrialisation de l'alimentation et de l'éloignement des lieux de production le thème central de cette exposition. « On ne prend jamais assez conscience de la distance que parcourent nos aliments pour arriver jusqu'à nous. Et pourtant, quand on y pense bien, cette distance est ridicule. À preuve, quand les fraises poussent au Québec en été, chez Métro, on nous vend des fraises qui viennent de la Californie ! », s'exclamait la photographe à Fabien Deglise, journaliste au journal *Le Devoir*, en mai dernier<sup>1</sup>. Et de fait, saviez-vous que les aliments consommés en Amérique du Nord voyagent en moyenne 2 400 km avant de se retrouver dans nos assiettes<sup>2</sup>? Qu'en 2005, au cours de la saison des tomates, l'Ontario a exporté pour 69 millions de dollars de tomates fraîches et en a importé pour 17 millions de dollars simultanément<sup>3</sup>? Que s'il coûte environ 140 \$ pour faire pousser une tonne de maïs, cette même

tonne se vend à peine 100 \$<sup>4</sup>? Que parce que trois entreprises contrôlent près de 75 % du commerce de détail au Québec, les agriculteurs n'ont aucun pouvoir sur les marchés et font face à des défis d'échelle et de distribution que même une forte demande locale pourrait ne pas être en mesure d'influencer<sup>5</sup>? Pourquoi une telle folie alimentaire vous demandez-vous, et surtout, quelles en sont les conséquences?

Incluses dans les accords commerciaux et soumises aux règles prescrites par l'OMC depuis 1994, les activités agricoles et alimentaires n'échappent plus au phénomène de la mondialisation. Par le truchement des accords de libre-échange, l'agriculture est ainsi passée d'une vocation d'auto-suffisance nationale à celle d'industrie dévouée à tout marché. Conséquence, la production agricole tend à se concentrer dans les mains d'entreprises toujours moins nombreuses qui, pour vendre leurs produits sur toute la planète, réalisent des économies d'échelle et se tournent souvent, pour y arriver, vers la spécialisation de leur production. Et pendant que notre production alimentaire est de plus

**« Il n'y a plus de fermes milieux, de fermes moyennes. On a soit de très petites fermes avec des agriculteurs qui sont obligés de travailler à l'extérieur de la ferme pour la faire vivre, ou de très grosses fermes, avec de gros quotas et de très gros taux d'endettements. La terre est presque devenue inaccessible au commun des mortels. La situation est assez critique en ce moment en agriculture. »**

– MARIE LACASSE, COOPÉRATIVE LA MAUVE

en plus spécialisée et axée sur l'exportation, notre consommation se voit quant à elle de plus en plus axée sur les importations en provenance de pays qui ont des coûts de production plus bas et souvent des réglementations moins sévères en termes d'utilisation de pesticides, d'herbicides, etc. Cette logique entraîne du coup une circulation accrue des marchandises alimentaires.

## Une agriculture en crise

Les chiffres présentés par la *Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois* (CAAAQ) confirment ce processus de spécialisation et de concentration de la production agricole. Au Québec, entre 1961 et 2001, la superficie totale des terres agricoles a régressé de 41 % et la superficie en culture, de 12 %. Le nombre de fermes a chuté de 68 %, passant de 95 777 à 30 539, alors que la superficie moyenne par ferme a augmenté de 77 %. Quant aux recettes moyennes par entreprise agricole, elles ont augmenté de 4 007 %, passant de 4 359 \$ à 179 029 \$, alors que le capital par entreprise s'est accru de 3 830 %, passant de 17 000 \$ à 668 000 \$

et que le taux d'endettement était de 28 % en 2004<sup>6</sup>.

Bref, la taille des fermes augmente alors que leur nombre diminue. Et cette logique productiviste, qui n'est pas sans conséquence sur le dynamisme des communautés rurales, engendre un ensemble de problèmes préoccupants : éloignement et, par conséquent, méconnaissance des consommateurs quant aux lieux et conditions de production alimentaire (étiquetage non réglementé des OGM par exemple), problèmes sur le plan environnemental (érosion des sols, pollution des cours d'eau, déforestation, pour ne nommer que ceux-ci), problèmes de santé publique (antibiorésistance), spéculation foncière, endettement important des agriculteurs, accès limité à la terre et faible relève. Et tout cela n'est que la pointe de l'iceberg. Pas étonnant donc que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, M. Yvon Vallières, ait lancé la CAAAQ en s'exprimant en ces termes : « Nous vivons un resserrement continu de l'environnement d'affaires : crise des revenus agricoles, faiblesse chronique des prix dans les céréa-

**« Aujourd'hui, la vente et l'achat de produits locaux sont presque devenus impossibles en raison des ratios dans les chaînes d'alimentation. Résultat, on est en train de défaire les réseaux de consommation locale avec les risques que cela comporte en termes de sécurité alimentaire. »**

– MARIE LACASSE, COOPÉRATIVE LA MAUVE

les, difficulté dans le secteur du porc, crise de la vache folle, menace à la gestion de l'offre et force de la devise canadienne. On note aussi bon nombre de paradoxes : prix des terres en hausse, augmentation de la valeur des quotas et progression des ventes agricoles. De plus, des épisodes de crises à court terme dissimulent des tendances lourdes à long terme : plafonnement des prix agricoles, hausse des coûts et montée de la concurrence<sup>7</sup>».

#### Des initiatives citoyennes

De plus en plus de citoyens se sentent interpellés par ce qui se passe à la ferme en souhaitant s'impliquer davantage pour soutenir une agriculture et une alimentation plus écologiques et solidaires. À cet effet, le programme d'agriculture d'Équiterre encourage la population à s'engager comme citoyens responsables en soutenant les aliments locaux, bio et issus de circuits courts et solidaires de mise en marché. Par exemple, l'agriculture soutenue par la communauté (ASC), qui a le vent dans les voiles depuis une dizaine d'années, permet à des producteurs biologiques du Québec de vendre à l'avance le fruit de leurs récoltes directement à des citoyens désirant tisser des liens de solidarité avec le milieu agricole. Amorcé en 1995 avec la

ferme Cadet-Roussel, il en relie aujourd'hui 99 (79 offrent le fruit de leurs récoltes et les viandes de leurs élevages alors que les 20 autres offrent des denrées complémentaires aux fermes livrant des paniers bio, telles que du miel, du fromage, des huiles et des petits fruits) à 8 700 familles, nourrissant ainsi environ 26 000 personnes.

Équiterre soutient aussi le projet de garderies bio-locales qui vise à faciliter l'approvisionnement des centres de la petite enfance (CPE) en aliments biologiques et locaux ainsi qu'à sensibiliser les enfants et les adultes autour d'eux aux diverses facettes de l'activité agricole et à ses liens avec la santé de l'environnement. D'abord projet-pilote en 2002 reliant quatre fermes du réseau de l'ASC et cinq CPE, il a réuni l'année dernière 44 CPE, trois services de garde en milieu familial et 19 fermes. Présent maintenant dans huit régions du Québec, il a permis à plus de 3 000 enfants de trouver légumes et fruits « bio » et locaux dans leur assiette durant toute la belle saison et parfois jusqu'en mars. Ce projet comporte donc à la fois un lien alimentaire établi avec une ferme, mais aussi un volet éducatif. Des visites à la ferme ont été réalisées et une mallette éducative est offerte aux édu-



RÉCOLTE À LA COOPÉRATIVE ROCHER-PERCÉ

catrices. Cette mallette contient divers outils éducatifs comme des marionnettes, des casse-tête, un petit terrarium, des livres d'histoire et un jeu de société. Enfin, un atelier pour les parents a été élaboré et offert afin de les renseigner sur les liens entre l'agriculture et l'environnement, la santé et l'économie.

D'autre part, plusieurs fermes de production maraîchère se sont récemment dotées d'une structure coopérative dite de solidarité. Cette formule permet à des personnes ayant a priori les mêmes intérêts économiques, de faire valoir leurs préoccupations et d'opérer les arbitrages au sein d'une même organisation, et ce, sur la base du principe d'égalité et de respect « un membre un vote ». Ainsi, les coopératives maraîchères de solidarité sont composées de membres consommateurs et de membres producteurs de légumes biologiques. Cette formule permet au citoyen-membre de prendre part à son alimentation, dans une formule qui le lie directement et solidairement à ceux qui produisent des aliments.

#### Construire une ruralité durable

Située à Saint-Vallier, dans la région de Chaudière-Appalaches, la Coopérative La Mauve est un réseau incontournable de consommateurs, de producteurs agricoles et de citoyens ayant comme préoccupation première le développement durable de la société, de l'économie et de l'environnement par le changement des habitudes de consommation. Fondée en 2002, elle distribue, transforme et met en valeur les produits de plus de 35 membres producteurs de la région via ses paniers ASC, mais aussi dans sa vieille épicerie-boucherie, acquise au cœur du village. Comme nous l'explique Marie Lacasse, coordonnatrice de la Coopérative, « l'enjeu c'était de créer une alternative de mise en marché en offrant aux producteurs la possibilité de vendre localement et en donnant ainsi à la population accès à ce qui est produit localement ». Et pour celle-ci, tout cela concourt au maintien d'une occupation du territoire dynamique, diversifiée et durable. « On permet le maintien des petites fermes qui, avec des

**« On permet le maintien des petites fermes qui, avec des élevages et des productions multiples, ont un impact environnemental tellement moins grand que les grosses fermes qui produisent en très grosse quantité et qui, en pratique, n'ont pas d'utilité locale. »**

— MARIE LACASSE, COOPÉRATIVE LA MAUVE

« L'idée, c'était de créer de l'emploi, mais aussi d'intégrer les gens du milieu et de travailler à améliorer les conditions de vie, notamment en connaissant mieux son environnement et en ayant une emprise sur celui-ci. »

— ALINE HÉBERT, COOPÉRATIVE ROCHER-PERCÉ

élevages et des productions multiples, ont un impact environnemental tellement moins grand que les grosses fermes qui produisent en très grosse quantité et qui, en pratique, n'ont pas d'utilité locale. »

En plus du commerce équitable local et de la location de parcelles de terres qui permet le regroupement de ressources qui encouragent la microproduction agricole, la coopérative La Mauve ancre son action dans l'éducation populaire. Pour Marie Lacasse, il s'agit de transformer les habitudes de consommation par l'organisation d'ateliers et, surtout, par l'organisation d'événements saisonniers comme la *Fête des semences* et la *Fête des moissons*. « La Fête des semences, c'est une fête autour de la protection du patrimoine génétique des semences. Donc, on met à la disposition des gens de la place des semences d'anciennes variétés et qui ne sont pas disponibles sur les marchés traditionnels. Mais parallèlement à ça, il y a plein d'activités qui sont organisées. La Fête est organisée en collaboration avec l'école qui organise des activités sur la thématique afin d'informer les tous petits. On tente d'impliquer le plus de gens possible et c'est sûr que tout ça finit par avoir un impact sur le tissu social », d'expliquer Marie Lacasse.

#### Construire une ruralité solidaire

Avoir un impact sur le tissu social est aussi l'un des objectifs fondamentaux de la Coopérative de solidarité Rocher-Percé située à

Val-d'Espoir, petite municipalité de 400 âmes intégrée à la Ville de Percé en 1971. Et ici aussi, l'organisation d'événements saisonniers tels que la Fête des récoltes constitue la manifestation la plus éclatante de l'atteinte de cet objectif, puisque le sentiment d'appartenance et la fierté collective y sont véritablement palpables.

Au début des années 1960, alors que s'amorce la réforme de l'enseignement agricole, le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) lance son plan de réaménagement des villages de l'arrière-pays gaspésien. Alors que depuis les années 1930, le village de Val-d'Espoir avait été synonyme de capital agricole grâce à son école d'agriculture dirigée par les clercs de Saint-Viateur, celle-ci ferme ses portes en 1964, et on encourage les gaspésiens à se consacrer à l'industrie de la pêche. Des terres agricoles d'une superficie de 80 hectares sont ainsi laissées à l'abandon et, bien que le village résiste à la fermeture, ses campagnes se vident. Au début des années 1990, le moratoire sur la pêche à la morue du nord et le Plan de gestion du poisson de fond de l'Atlantique sont imposés.

C'est ainsi qu'un groupe de femmes transformera un magasin coopératif agricole en coopérative de solidarité afin de redonner aux terres en friches leur vocation agricole et de permettre de créer de l'emploi. « Il n'y avait pas dans la région d'entreprise qui faisait de la production maraîchère. Et on se disait, ça n'a

pas de bon sens, on vit à la campagne et on dépend des Métros et IGA pour se nourrir », d'expliquer Aline Hébert, une des instigatrices du projet. Aujourd'hui, la coopérative Rocher-Percé compte des jardins biologiques pour la production agricole et la transformation, un centre d'interprétation et de formation agroécologique qui englobe des volets d'interprétation, de recherche, d'expérimentation et de formation et, enfin, un magasin général agricole qui offre aussi un service de paniers ASC. « L'idée c'était de créer de l'emploi, mais aussi d'intégrer les gens du milieu et de travailler à améliorer les conditions de vie, notamment en connaissant mieux son environnement et en ayant une emprise sur celui-ci. C'est pour cela que nous avons opté pour le développement durable et l'agriculture biologique. Pas parce que c'est à la mode, mais parce qu'on est convaincus du bien-fondé de cette philosophie-là. »

Mais si la coopérative fait dans le développement durable, elle fait aussi dans le développement intégré. « Depuis quelques années, on a un programme qui vise la réinsertion des jeunes décrocheurs en milieu communautaire. Alors, on a des groupes de jeunes qui viennent participer à toutes sortes d'activités sur la ferme, en plus des activités de formation sur l'alimentation et l'environnement. » Et ça, c'est sans compter les formations ayant permis à des dizaines de pêcheurs et de travailleurs d'usines de transformation de poisson ayant perdu leur emploi, de développer les outils nécessaires pour devenir des travailleurs agricoles compétents et d'obtenir un diplôme d'études professionnelles. « L'idée, c'est de développer notre région, de faire en sorte que les gens travaillent, et tout ça, en respect avec notre environnement. En partant de ça, toutes les idées peuvent être bonnes, à condition qu'on ait les ressources pour y arriver bien sûr », d'ajouter Madame Hébert.

En somme, on l'a bien vu, le libéralisme, tant sur le plan politique qu'économique, nous conduit lentement vers une perte de capacité citoyenne sur notre propre sécurité alimentaire. En attendant que collectivement nous trouvions les moyens de reconsidérer l'alimentation comme élément incontournable du « bien commun », des citoyens arrivent à reprendre en main notre avenir « alimentaire » dans une approche de développement durable. Et ils sont nombreux à le faire. Tellement, qu'il y a lieu d'espérer que ces modèles soient reconnus dans un avenir rapproché, d'autant que l'État reconnaît maintenant, par la création de la CAAAQ, que le système alimentaire actuel pose de nombreux problèmes ou défis.

<sup>1</sup> Fabien Deglise, « Popote roulante. La femme qui courait après les camions expose des photos de poids lourds aux flancs de bouffe géante », *Le Devoir*, vendredi 11 mai 2007, B-1

<sup>2</sup> Frédéric Paré, « Responsabilité citoyenne et respect de la vie : des passages obligés de la sécurité alimentaire », *Les Cahiers du 27 juin*, vol. 1, no.1 (février 2003), p. 55.

<sup>3</sup> Judy Maan Miedema, « A Study of Redundant Trade in Waterloo Region », *Region of Waterloo Public Health*, 2006, p. 3.

<sup>4</sup> Colleen Ross, « Se battre pour la ferme », *Making Waves*, volume 17, numéro 2, p. 48.

<sup>5</sup> Frank Moreland et Sandra Mark, « Pourquoi la nourriture ? Pourquoi maintenant ? », *Making Waves*, volume 17, numéro 2, p. 4.

<sup>6</sup> Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, *Agriculture et agroalimentaire : choisir l'avenir. Document de consultation*, Québec, Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, 2007, p. 10.

<sup>7</sup> Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, *Agriculture et agroalimentaire : choisir l'avenir. Document de consultation*, Québec, Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, 2007, p. 4.